

# Le grand **débat national**

---

Organisé par : Mairie de Senlis

Lieu : Maison des Loisirs - 60300 SENLIS

Date : 15 février 2019

**Thème : La fiscalité et les dépenses publiques**

Animateur : Mme Palin Sainte -Agathe

Début : 19h20

28 participants

## **Question 1**

*Quelles sont toutes les choses qui pourraient être faites pour améliorer l'information des citoyens sur l'utilisation des impôts ?*

### **Réponses des participants :**

× En France, interdiction de prédestiner un impôt, contrairement à la Suisse par exemple, ex : TVA pour entretenir les routes. Chaque canton publie ce qu'il a fait avec l'argent public. En France, c'est dommage qu'on ne puisse pas le faire. Il faudrait allouer l'impôt.

× La taxe écologique n'a pas été acceptée. Au Canada, il existe une taxe carbone identifiée en faveur des personnes défavorisées. C'est plus juste. Mais cela pourrait-il être accepté en France ?

× Pour améliorer l'information : chacun connaît son taux d'imposition, il faudrait joindre à l'avis sur le revenu un graphique avec les grands postes de dépenses et les grandes masses. Par ailleurs, l'information n'est pas forcément facile à trouver sur internet, surtout pour les personnes âgées. Il faudrait simplifier.

× La majorité de la population ne sait pas ce qui se passe. En Suisse et au Canada, pays fédéraux, c'est plus facile pour eux. Ici, chaque région pourrait prélever un impôt qui serait fléché. Cela s'avère sans doute plus compliqué car par exemple, la vignette est anticonstitutionnelle.

× Que comprend l'impôt ? Plus de 50 % des Français ne comprennent pas. Sur une fiche de paie par exemple de 2 pages, on a du mal à saisir la répartition des charges. Il faudrait une simplification des bulletins de paie.

× On parle d'impôt sur le revenu, alors que beaucoup de Français ne le paient pas. Pourtant, notre pays a un très fort taux de prélèvement. Les entreprises meurent à cause de cela. En outre, malgré un fort prélèvement, la qualité des services baisse, notamment les services administratifs. Pour améliorer cette situation, il faut établir des critères précis afin de motiver les fonctionnaires. Des avancements automatiques, par exemple tous les 3 ans, ce n'est pas efficace. Les Français voudraient savoir ce que, concrètement, on fait pour eux et leur avancer des preuves. Il ne faut pas de fonctionnaire à vie. Il faut redéployer les fonctionnaires là où on en a besoin.

× Les Français ont vécu au-dessus de leurs moyens depuis 50 ans et de fait, on a de moins en moins de services publics. Il ne faut néanmoins pas exagérer, en France nous avons encore un service public largement gratuit (santé, éducation...).

× Sentiment fort de déclassement depuis des années (cf le mouvement des gilets jaunes). De plus, le niveau scolaire baisse continuellement, il faut se poser les bonnes questions. Nous payons des impôts très lourds, et malgré tout, la scolarité de nos enfants nous coûte très cher. Sentiment persistant de travailler beaucoup, mais de n'avoir droit à rien.

× Nous avons accumulé une dette depuis des années, et maintenant nous ne pouvons plus rien faire. Nous vivons à crédit. La dette coûte 110 € par Français. On paie de plus en plus d'impôt mais on creuse aussi de plus en plus la dette. Il faut arrêter de faire du curatif pour soigner tous nos dysfonctionnements depuis 20 ans.

### **Question 2 et 3**

*Que faudrait-il faire pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace ?*

#### **Réponse des participants :**

× Il faut que certains impôts disparaissent (l'ISF, l'impôt sur la fortune immobilière – IFI). Si deux personnes veuves souhaitent se marier, elles ont plusieurs milliers d'euros à dépenser. Il faudrait diviser l'impôt par le nombre de parts du foyer. Idem pour la succession d'entreprise, le prélèvement d'impôt finit à terme par créer du chômage. En Allemagne, c'est gratuit, et de fait ce pays compte de nombreuses sociétés familiales. En France, il n'y a pas de juste milieu dans le secteur entrepreneurial : soit on a des très grandes entreprises, soit des toutes petites, contrairement à l'Allemagne qui compte de nombreuses sociétés régionales, qui exportent.

× En France, nous ne créons plus de richesses. L'Etat est trop gourmand et ses représentants vivent trop chèrement. Les recettes publiques représentaient 50,8 % du PIB en France en 2006 pour 44,2 % de prélèvements obligatoires (en Allemagne, 38 %). Nos secteurs santé et éducation ne sont pas assez bien gérés. Il faudrait réduire la dépense publique.

× Ce n'est pas une question de justice fiscale. Il faut « dégraisser le mammoth français ». Comment pourrait-on au moins couper 220 millions par an ?

× il faut prendre des mesures symboliques sur le train de vie de l'Etat. S'attaquer aux avantages des parlementaires n'est pas la bonne solution, il faut revoir les grandes masses.

× Il faudrait faire un budget base 0. Il faudrait revoir notre stratégie d'industrialisation : avoir des Airbus A340 certes, mais cela nous aide en quoi ? Réfléchissons sur des bases 0 en dehors des cadres établis par les énarques et précisons à 10, 20, 30 ans.

× 1 million de fonctionnaires, c'est trop. Il faut se rediriger vers l'entreprise. En France, être capitaliste ça s'apparente à un gros mot, alors que ce ne devrait pas être le cas.

× Le déficit représente 3 % du PIB ; les rentrées d'argent sont insuffisantes et nous sommes obligés d'emprunter.

× Il faudrait s'attaquer au mille-feuilles territorial, trop de niveaux qui coûtent trop cher. Il faut un « big bang » territorial. Il serait envisageable de fusionner les communautés de communes avec les communes. La vraie question est celle-ci : que voulons-nous en tant qu'Etat ? Quelle sera la France de demain ? Il faudrait réduire le nombre de parlementaires et supprimer le conseil économique et social.

× Redistribution : certes en Allemagne, il n'y a pas de minimum social mais en France, il y a moins de grande pauvreté. Il faut choisir le modèle de société que nous souhaitons. Nous avons été trop administrés par des gens qui avaient une courte vue.

× Le mal français : absence de plan stratégique, par exemple à minima à 10 ans. Il faut des plans au niveau régional et local. Quelle est la mission de la Région par exemple ? Il faut que chaque acteur territorial réalise sa part stricte de compétence, sans plus. Il faut arrêter de saupoudrer. Il y a déjà eu des améliorations : par exemple, le Département de l'Oise s'occupe strictement de ses missions, sans dépense exagérée.

× Notion d'efficience : valeur clé à mettre en œuvre maintenant. Même s'il faut préserver le modèle social français, il est également nécessaire d'être efficient, de ne pas générer de surcoût. Même si tout le monde s'accorde sur le constat, il est impossible de réformer car personne ne veut faire d'effort pour les autres.

× Pour rendre la fiscalité plus juste, il est nécessaire que tout le monde paie un impôt, même symbolique. Il faudrait aussi réfléchir à ajouter une tranche d'impôt, et examiner un changement d'assiette pour la CSG.

× 50 % des revenus issus des impôts sont alloués à la solidarité : il y a de trop nombreuses aides en France. Il ne devrait y avoir qu'une seule aide. Il faut introduire la notion d'impôt négatif : une aide unique en fonction de la composition familiale du foyer et des revenus. Il y a actuellement une perte de charge trop importante entre l'argent qu'on verse et celui qu'on redistribue.

× Le travail est déjà trop taxé : à quand la taxation des produits financiers ? Que représente l'économie réelle par rapport à l'économie financière ?

× Comment recréer de la richesse tous les ans ? En Asie et aux USA, ce sont des entreprises capitalistes qui embauchent et créent de la richesse. Il n'y a jamais eu d'éducation économiste en France, et cela nous dessert. Nous n'avons plus de grands groupes. Nous avons aussi des problèmes générationnels : ce n'est pas travaillant 35h que nous allons pouvoir accélérer la création de richesses.

× Nous avons perdu face à la concurrence chinoise et indienne dès le début des années 1990. Il faut apporter de la valeur au sein des entreprises. Parfois, 30 % du travail accompli ne sert à rien. Il faut rationaliser les coûts et mieux organiser le travail en interne.

× L'Europe : si nous étions une véritable Europe politique et financière, les impôts sur les entreprises seraient égaux. Certaines grandes entreprises payent leurs impôts par exemple aux Pays-Bas, ce qui fait qu'elles sont cotées dans ce pays, et pas en France. Il faut uniformiser les taux d'imposition. L'Europe doit avoir un taux commun. Toutefois, il faut garder à l'esprit qu'en alignant tout demain, on risquerait d'avoir une chute énorme de la recette. La mondialisation ne doit plus être considérée avec des schémas de pensée du passé.

#### **Question 4 :**

*Quels sont selon vous les impôts qu'il faut baisser en priorité ?*

× TVA : changer le taux, minimal pour les produits de première nécessité et plus cher pour les produits de luxe.

× En baissant les impôts sur les entreprises, on peut augmenter le produit de l'impôt. Cela permettrait de stopper les stratégies d'optimisation fiscale à l'étranger.

#### **Question 5 :**

*Afin de baisser les impôts et réduire la dette, quelles dépenses publiques faut-il réduire en priorité ?*

**Réponse de l'ensemble des participants :**

- × Intérêts de la dette : raisonnables car les taux d'intérêt ne sont pas trop hauts. S'ils augmentent, la France sera en grave difficulté.
- × Le salaire des fonctionnaires est supérieur aux recettes du budget. La France a un vrai problème de bureaucratie sans leadership. La cour des comptes ne met le doigt que sur les abus, ce n'est pas suffisant.

**Question 6 :**

*Parmi les dépenses de l'Etat et des collectivités territoriales, dans quels domaines faut-il faire avant tout des économies ?*

**Réponse de l'ensemble des participants :**

- × Il est impossible d'être sélectif. Aucun des thèmes proposés (éducation, santé, transports etc...) ne convient. Il faut faire des économies au quotidien, par exemple supprimer ou mutualiser des consulats et des ambassades au niveau européen.
- × Il faut cesser les aides aux pays extra-européens (africains par exemple), et sauvegarder l'argent pour la France.
- × Il convient de changer la mesure de l'inflation. Il faut recalculer l'indice car cela a une incidence sur les plus défavorisés.
- × Il faut revoir notre stratégie à l'international et se donner les moyens de réussir, comme la Chine. Il est dommage de constater qu'il n'existe plus de perspectives pour les jeunes qui souhaitent partir à l'étranger.
- × Que veut-on faire de la France ? Une zone de services ou une zone économique ? la France n'a pas bougé depuis 50 ans alors que le phénomène de mondialisation s'est accru. Pour repartir dans un système viable, il faut partir de quelque chose de viable, efficace, sans surcoût.
- × Nous raisonnons dans un système politique faussé. Nous n'avons plus de frontière, il faut arrêter de croire que nous représentons la France éternelle. Il vaut mieux raisonner comme une entreprise, ce qui peut être délégué hors du giron de l'Etat, il ne faut pas hésiter.
- × Notre raisonnement se fait trop sur le court terme : comment motiver les gens à aller travailler au lieu de percevoir des aides ? Notre système social va s'effondrer : quelles sont les projections ?
- × L'Américain fait du business, le Chinois copie et nous, on réglemente.
- × Il faudrait retirer le principe de précaution de la constitution. L'efficacité et le pragmatisme sont à remettre au centre de nos préoccupations.

**Question 7 :**

*Afin de financer les dépenses sociales, faut-il selon vous : reculer l'âge de la retraite, augmenter les impôts, augmenter le temps de travail, revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales ?*

**Réponse des participants :**

- × Il faudrait augmenter le temps de travail. Nous sommes désormais la France des loisirs. Il faut créer de l'emploi et le système de chômage est à revoir.
- × Les Français devraient plus participer à la vie en société, par exemple 10h par semaine. Il faudrait revenir à la notion de devoir, pas seulement de droit.
- × Notre industrie est trop faible. Il ne faut pas confondre production et services. Il faut revoir la macroéconomie, changer d'état d'esprit.
- × Les politiques doivent prendre leurs responsabilités. Les entreprises ont besoin de stabilité, aussi changer de ligne politique tous les 5 ans, ce n'est pas très rassurant.
- × Il nous faut plus d'investissement et laisser aux gens la capacité d'entreprendre.
- × Dans les années 1980, nous avons connu un problème de formation : il n'était pas bien vu de se tourner vers les filières techniques. En ne s'orientant que vers les filières générales, nous avons créé des classes de chômeurs.
- × Niches fiscales : il faut clairement les distinguer des privilèges locaux. Une quarantaine de professions ont des avantages : c'est à revoir. Les abattements sont aussi à revoir. 30 % des niches fiscales concernent l'Outremer, c'est inutile.

#### **Question 8 :**

*Quels sont les domaines prioritaires où notre protection sociale doit être renforcée ?*

#### **Réponse des participants :**

- × Le congé parental : durée obligatoire d'un ou deux ans, comme en Suède. Opinion non partagée : pour certains participants, cela doit rester sur la base du volontariat.

#### **Question 9 :**

*Pour quelle(s) politique(s) publique(s) ou pour quels domaines d'action publique, seriez-vous prêts à payer plus d'impôts ?*

#### **Réponse de l'ensemble des participants :**

- × Taxe carburant : mal gérée et mauvaise communication. Une taxe en rapport avec l'écologie ne passe pas car certains Français ne considèrent pas que c'est important en raison de leur très bas niveau de vie.
- × Il est impossible d'ajouter un impôt supplémentaire : on peut diminuer un impôt et en renforcer un autre.
- × Il faut analyser les pays qui fonctionnent bien et avoir le courage de choisir un autre modèle.
- × Attention à ne pas ajouter de taxes aux taxes (CSG)
- × Correctif optimiste : les participants n'attendent pas de décision à court terme, mais déjà une série de réajustements.

Fin 21h15